



24 juin 2016

Refonder l'Europe pour d'autres fins en commençant par la BCE et l'argent

Frédéric Boccara, économiste, membre du CEN du PCF et du CESE

Denis Durand, économiste, co-directeur d'Economie & Politique

Yves Dimicoli, économiste, ancien membre du CAE, PCF

Le vote d'une majorité de Britanniques pour sortir de l'UE souligne le besoin urgent d'une refondation de la construction européenne.

Il résulte pour une large part de la souffrance de ce peuple face aux politiques d'austérité, de baisse du coût du travail, de privatisations auxquelles il est confronté depuis Margaret Thatcher. Et toute la responsabilité en a été attribuée à l'Union européenne, qui a adopté avec zèle ces principes néolibéraux depuis l'Acte unique de 1986. C'est un nouveau choc révélateur de l'ampleur du désaveu populaire vis à vis de l'UE néolibérale et des dirigeants nationaux qui, au mépris de plusieurs alertes, ont persisté dans leur soumission aux injonctions des marchés financiers. Ce vote a été porté par la droite et l'extrême-droite britanniques, récupérant la colère des gens mais pour prôner une politique de concurrence encore plus néo-libérale, entre nations. C'est donc un vote au moins double. Soumise aux marchés financiers avec un euro, monnaie unique, conçu pour servir leur domination, l'Union a servi de justification aux politiques antisociales et antinationales, elle est apparue comme première responsable aux yeux des citoyens. Avec l'appui ardent des dirigeants nationaux successifs, les peuples ont été dépossédés de toute maîtrise de leur devenir, leur argent devant servir quoi qu'il arrive à accroître les profits financiers.

Ce sont donc ces politiques qu'il faut maintenant vraiment rejeter et changer !

La perspective immédiate au Royaume-Uni, c'est encore plus d'austérité avec le danger d'une nouvelle récession, plus de soumission aux marchés, plus de tensions et de racisme dans la société. Une nouvelle crise financière couve dans toute l'Europe, car ces politiques répandent le chômage, la précarité, les inégalités, la

stagnation économique. Elles vont de pair avec le rejet des étrangers et la honteuse incapacité des États européens à accueillir dignement les réfugiés.

Cela mène à la catastrophe économique et cela nourrit la catastrophe politique avec la montée de l'extrême-droite en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en Allemagne, et en France, selon les mêmes mécanismes qui ont permis aux forces les plus réactionnaires de gagner une majorité de Britannique au vote pour le *Brexit*. On sait où peut mener un déchaînement de la xénophobie et des nationalismes. Les séparations seraient encore plus coûteuses et douloureuses pour les peuples entre les pays beaucoup plus intriqués qui sont ceux de la zone euro, comme la France.

Lutter sans attendre pour une refondation radicale de la construction européenne est donc indispensable.

Les objectifs officiellement assignés à la construction européenne – paix et prospérité sur le continent voire, disent-ils, solidarité et coopération entre les peuples européens – doivent cesser d'être contredits par les moyens avec lesquels les gouvernements prétendent les atteindre : « concurrence libre et non faussée », monnaie unique monopolisée par les marchés financiers via une BCE à leur service, fuite en avant fédéraliste éloignant sans cesse davantage les décisions des citoyens.

De l'autre côté, les nationalistes de tout poil proposent une véritable Union sacrée de chaque nation derrière sa bourgeoisie prétendument nationale. Ce serait une folie. Cela lancerait les différents peuples européens dans un nouveau stade de guerre économique intra-européenne.

C'est pourtant ce que veulent faire les néo-libéraux ou les forces d'extrême-droite. Alors que nous souffrons du même ennemi : cette finance qui n'a de cesse d'attaquer l'emploi, de délocaliser et de soumettre les services publics.

Les fossoyeurs de l'industrie et des services n'ont pas toujours de nom, ou de nationalité. Ils n'ont pas plus de patrie que les fonds d'investissement qu'ils utilisent. Il faut donc les attaquer ensemble et au niveau adéquat ! Les fossoyeurs de l'emploi gangrènent aussi l'école et les services publics avec l'argent de la BCE et des banques qu'ils prêtent aux États. C'est pourtant l'argent de tous, celui du monde du travail, de la création et des retraités.

Nous savons donc où et de quoi se nourrit la finance.

Nous savons donc où il faut frapper en priorité.

- **En France**, cela commence par le retrait immédiat de la « loi El Khomri » et le choix d'un budget de soutien à l'activité, à l'investissement efficace ainsi qu'à l'école, aux hôpitaux, à la recherche, bref les services publics. Il faut en finir avec les politiques de baisse du coût du travail et de privatisations.

- **En Europe**, il faut un programme de soutien des dépenses pour les services publics, la protection sociale et l'emploi, bref, le développement des êtres humains. Cela exige de mettre en cause le « Pacte de stabilité » budgétaire, verrou des politiques d'austérité. Et il faut que l'action de la BCE change. Sur l'injonction du

grand capital allemand et du fait de la lâcheté de dirigeants politiques comme François Hollande, elle a foulé aux pieds la volonté démocratiquement exprimée du peuple grec et de son gouvernement en disant : « appliquez les mesures que nous avons décidées pour vous, ou bien je ferme vos banques et je tue votre économie ».

Voilà le nœud qu'il nous faut viser pour amorcer un dénouement positif des souffrances.

Le pouvoir de la BCE est immense car il porte sur l'utilisation de l'argent des Européens ; mais sa vulnérabilité l'est aussi tant son implication dans le soutien aux marchés financiers a rendu l'Union dépendante de ceux-ci. La BCE a réduit ses taux d'intérêt à zéro, elle déverse 80 milliards d'euros chaque mois, mais sur les marchés financiers et sans changer les critères de distribution du crédit ! De là la faiblesse et la précarité de la reprise de la zone euro, à laquelle le *Brexit* peut donner le coup de grâce.

Ce ne sont pas les marchés, ce sont les peuples qui doivent décider de l'utilisation de ces euros. Cette exigence s'exprime dans toute l'Europe, par exemple avec la campagne « *Money for people* ».

Il faut des mesures d'urgence.

- Tout de suite, avec une partie des 80 milliards d'euros mensuels, la BCE doit donner un ballon d'oxygène aux services publics (santé, enseignement, logement...) dans toute l'Union européenne au lieu de soutenir à bouts de bras les cours de bourse ! C'est possible à travers un Fonds de développement européen qui financerait aussi bien les États que les collectivités territoriales lorsqu'ils développent les services publics.

- Tout de suite, il faut appuyer la création d'emplois et de richesses dans les entreprises et non la spéculation. Une autre partie des 80 milliards de la BCE doivent servir à refinancer des crédits bancaires mais seulement si ces crédits financent des projets répondant à des critères économiques (création de valeur ajoutée), sociaux (emploi) et écologiques.

- Tout de suite, la BCE doit refuser toute liquidité aux banques si elles nourrissent la financiarisation, les délocalisations, l'évasion fiscale.

- cela demande de mettre en place dans l'urgence un suivi démocratique de l'action de la BCE et des banques centrales nationales qui, avec elle, forment l'Eurosystème. Il préfigurerait la transformation profonde de l'Union qui est à l'ordre du jour. Ce serait une pièce centrale de la redéfinition d'une Union de type confédéral entre peuples et nations libres, souverains et associés.

C'est ce que la France devrait réclamer à la table des négociations européennes. S'ils étaient responsables les dirigeants européens devraient s'atteler à la mise en place d'un Fonds solidaire financé par la BCE pour l'emploi et les services publics. Qu'est-ce qui empêche la France de mettre cela sur la table ?

Il n'est plus possible d'esquiver le combat pour une refondation de l'Union européenne, d'autres buts et pouvoirs et une autre BCE.

Dans l'immédiat, ce combat, ce seront les peuples qui devront le mener de façon convergente, en s'appropriant les idées nouvelles. Celles d'une souveraineté populaire sur l'argent et d'un tout autre modèle social et écologique en Europe.